

Droit, économie, gestion Mention : Droit de l'économie

RNCP26658 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128, 122, 120
Code(s) ROME	K2108, K1903, M1403, K1401, M1402
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	17/07/2021

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE PARIS NANTERRE · SIRET : 19921204400010

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Parcours: Concurrence, contrats, régulation et évaluation du Droit

- Préparer un cours et un programme pédagogique pour l'enseignement supérieur
- Enseigner et encadrer le travail personnel des étudiants en droit comme en économie
- Analyser, synthétiser et discuter de façon critique des travaux et textes économiques et juridiques
- Réaliser des expertises ou argumentaires économiques et juridiques pour le compte d'organisations internationales ou nationales, publiques ou privées et des autorités de régulation ;
- Conseiller les cabinets d'avocats d'affaire, les cabinets d'expertises et les entreprises industrielles ou financières sur les contentieux économique
- Négocier des contrats publics ou des contentieux dans les domaines de la concurrence et de la régulation des marchés
- Gérer les contrats et marchés publics d'un organisme public ou une collectivité territoriale
- Réaliser des études d'évaluations du risque juridique associé aux marchés

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences disciplinaires

- Double compétence en sciences juridiques et économiques
- Maîtrise du raisonnement et de la langue juridique
- Maîtrise du raisonnement et des outils d'analyse économique

Compétences transversales :

- Mener une recherche bibliographique économique et juridique (académique, jurisprudentielle etc)
- Hiérarchiser et synthétiser les sources documentaires économiques et juridiques
- Exploiter, gérer, actualiser une base de données économiques et/ou juridiques
- Exploiter, construire des données statistiques économiques et juridiques

- Rédiger, synthétiser et restituer de façon critique un ensemble de travaux de recherches (académiques, appliquées) ou d'expertises (qualitatives et quantitatives) économiques et juridiques
- Réaliser des travaux de recherches bi-disciplinaires (académiques, appliquées)
- Réaliser des travaux d'expertises économiques et juridiques
- Maîtriser l'anglais économique et juridique, courant et professionnel
- Maîtriser les outils bureautiques (traitement de textes, tableur etc)

Compétences comportementales :

- Travailler en, et coordonner et/ou diriger une équipe, dans une approche bi-disciplinaire
- Construire un projet, une argumentation, une plaidoirie, une mission associant des experts de plusieurs disciplines
- Communiquer en adaptant au public/auditoire visé les résultats de travaux de recherche et d'expertise économiques et juridiques

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le titulaire peut exercer dans les organismes de recherche publics et privés, et les services d'études économiques et juridiques. Il peut présenter tous les concours de recrutement de l'enseignement supérieur et de la recherche, en France et à l'étranger, ainsi que les concours des organisations internationales (publiques et privées), les concours des barreaux, de l'Ecole Nationale de la Magistrature et plus généralement tous les concours de la fonction publique de catégorie A ou A+.

Il a accès aux emplois contractuels de catégories supérieures proposés par le secteur public et para-public (administrations publiques centrales, fonction publique territoriale etc, agences de régulation sectorielle, etc).

Dans le secteur privé, il peut être juriste d'affaire, il peut travailler dans un cabinet d'avocats, d'experts et de conseil économiques et judiciaires, ou être juriste ou économiste d'entreprise, dans tous les secteurs d'activité (des travaux publics aux transports, en passant par l'environnement, l'agroalimentaire, la banque et le secteur de la santé), ou encore réaliser des expertises pour le compte d'associations (groupements d'intérêt, associations de consommateurs ou d'usagers etc.).

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Conseil juridique et économique
Conseil en matière de régulation
Conseil en matière de contrats

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Agent public, avocat, professions juridiques et judiciaires

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 820 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)

Projets de recrutement (BMO 2026)	20 791
Jugés difficiles à recruter	31 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X91 — Juristes et avocats L5X93 — Chargés d'études socio-économiques W0X92 — Professeurs du supérieur

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Enseignant.e.s chercheur.se.s intervenant dans le diplôme

COMPOSITION DU JURY — CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, VAE

Enseignant.e.s chercheur.se.s intervenant dans le diplôme

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 292 €
Selon la branche	7 500 € – 8 668 €
Prise en charge	Branches concernées
8 292 €	Valeur par défaut · 205 branches
8 668 €	CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager, CPNEFP des jardineries et graineteries, CPNEFP du Négoce de l'ameublement
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS), CPNEFP Mutualité
8 583 €	CPNEFP Commerce à distance
8 000 €	CPNEF des Entreprises Sociales pour l'Habitat
7 904 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	17/07/2021
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Portail étudiant du ministère de l'Education nationale :

www.etudiant.gouv.fr Portail ONISEP : www.onisep.fr

Site internet de l'université Paris Ouest Nanterre : <http://www.u-paris10.fr/>

Site internet du laboratoire partenaire en droit CRDP : <http://crdp.u-paris10.fr/>

Site Internet de l'autorité délivrant la certification

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/26658/>